

Modèle de partage de l'information du CDPISP – Février 2019 – Gouvernement de l'Ontario

Les renseignements échangés sont recueillis aux fins de la réunion du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP) de février 2019.

Les renseignements contenus dans le présent document ne peuvent être communiqués sans l'approbation de l'administration membre (auteur).

ADMINISTRATION :	Personne-ressource
1. Réalisations Mettez en relief les principales réalisations en matière de la GI/TI/ et/ou des étapes importantes réalisées dans votre administration au cours des 6 à 12 derniers mois.	
<u>Groupement ITI pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse (GSSEJ)</u>	<div> <div> Services aux personnes ayant une déficience intellectuelle – Mise à niveau de la liste de contrôle de l'inspecteur La prochaine version de [Travailleur sur le terrain des Services aux personnes ayant une déficience intellectuelle (SPDI)] pour les inspecteurs a été déployée le 8 décembre 2018. Les inspecteurs effectuent des inspections de conformité des sites pour les services financés et appuyés par le ministère partout en Ontario pour évaluer la conformité des organismes avec la législation et les directives, communiquer les exigences en matière de conformité et fournir aux organismes l'assistance nécessaire pour se mettre en conformité. La récente publication de [Travailleur sur le terrain pour les SPDI] améliorera la productivité et l'efficacité du personnel de première ligne de la manière suivante : <ul style="list-style-type: none"> • le suivi des sites non conformes; • l'amélioration de la collaboration; • l'amélioration de la collecte de données; • l'amélioration de la capacité de rapport. </div> <div> Réseau d'information pour la protection de l'enfance (RIPE) Le RIPE est un système de gestion des dossiers, des finances et des documents à l'échelle de la province, doté d'une fonctionnalité de rapport intégrée pour appuyer le secteur de la protection de l'enfance. Le RIPE fait partie de l'engagement continu de l'Ontario d'appuyer les enfants et les jeunes bénéficiant des services fournis par une société d'aide à l'enfance. Un système d'information commun renforcera la sécurité des enfants grâce à une capacité de suivre systématiquement les enfants et leurs résultats, de transférer rapidement des informations historiques sur les cas critiques dans toutes les sociétés et de permettre un accès rapide à d'autres informations essentielles. En novembre 2018 : </div> </div> <div> Dafna Carr Dirigeante principale de l'information GSSEJ dafna.carr@ontario.ca </div> <div> Dafna Carr Dirigeante principale de l'information GSSEJ dafna.carr@ontario.ca </div>

	<ul style="list-style-type: none"> • Trente-quatre (34) sociétés d'aide à l'enfance utilisent le RIPE comme système de gestion de leurs dossiers et de leurs finances; • Environ 81 % des enfants pris en charge en Ontario sont représentés dans le réseau; • Environ 90 % de toutes les enquêtes sont menées au moyen du réseau; • Environ 7 580 employés, représentant 83 % de tous les employés de SAE en Ontario, utilisent le RIPE chaque jour; • Cinq autres sociétés (quatre non-autochtones et une autochtone) devraient entrer en activité d'ici juin 2019. 	
<u>Groupement ITI pour les terres et les ressources (GITR)</u>	<p>Renouvellement du système automatisé d'octroi de licences – Solution de délivrance des permis de chasse et de pêche (SDPCP)</p> <p>Le ministère des Richesses naturelles et des Forêts (MRNF) émet des licences de pêche et de chasse récréatives en Ontario. Le MRNF collabore avec le Groupement ITI pour les terres et les ressources (GITR) pour remplacer le système existant avec un système moderne de commerce électronique en ligne. La Solution de délivrance des permis de chasse et de pêche (SDPCP) a été lancée le 26 novembre 2018.</p> <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accès public en ligne, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, mobile et centré sur l'utilisateur, aux licences de chasse et de pêche • Amélioration du service à la clientèle, y compris la réalisation électronique des licences • Amélioration de la gestion administrative, y compris la configuration et la souplesse des produits et leur adaptabilité aux changements réglementaires futurs • Réduction de l'effort et du coût par transaction 	<p>John DiMarco Dirigeant principal de l'information GITR 416-326-6954 John.DiMarco@ontario.ca</p>
	<p>Modernisation de la Loi sur les mines (MLM) – Système d'administration des terrains miniers (SATM)</p> <p>Le ministère de l'Énergie, du Développement du Nord et des Mines (EDNM) réglemente la prospection, l'exploration minière, et l'exploitation et la réhabilitation des mines. L'EDNM a collaboré avec le Groupement ITI pour les terres et les ressources (GITR) pour mettre en œuvre un nouveau système de gestion de l'utilisation des terres minières en ligne appuyant les changements à la Loi sur les mines de l'Ontario et permettant l'acquisition électronique de concessions minières.</p>	<p>John DiMarco Dirigeant principal de l'information GITR 416-326-6954 John.DiMarco@ontario.ca</p>

	<p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accès international de 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 au jalonnement électronique pour les services miniers et de prospection • Réduction du temps pour l'acquisition de concessions minières (de quelques jours à quelques minutes) • Informations publiques sur les revendications et les activités disponibles sur une carte (données spatiales) • Notification améliorée à la communauté autochtone 	
	<p>Plateforme d'autorisations d'entreprise (PAE) (MEPP)</p> <p>Le ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs (MEPP) protège notre environnement naturel et nos collectivités saines au moyen des approbations et des autorisations environnementales. Les approbations ou autorisations sont requises pour les entreprises de l'Ontario qui émettent des polluants de l'air, de l'eau, du sol ou de bruit, ou traitent des déchets. Le MEPP a collaboré avec le GITR pour passer d'un programme de certificat d'approbation papier à un service numérique en ligne. Cette solution organisationnelle permet d'établir un cadre axé sur les risques pour appuyer tous les secteurs d'activité d'approbation et de permis du Ministère.</p> <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Économies de temps et de coûts organisationnels grâce à l'auto-inscription en ligne pour les approbations à faible risque (des minutes plutôt que des mois). • Accès en ligne rapide et facile aux renseignements, aux approbations et aux autorisations (accès mobile). • Plateforme évolutive, flexible et réutilisable (permettant l'intégration de nouveaux secteurs d'activité en moins de 4 mois), autorisations les plus récentes intégrées au Registre environnemental des activités et des secteurs (REAS) : <ul style="list-style-type: none"> ○ Permis de prélèvement d'eau (PPE) ○ Licences pour pesticides ○ Outre les émissions atmosphériques, la finition automobile, l'impression commerciale, le transport des déchets non dangereux, les installations solaires et l'élimination des véhicules en fin de vie. 	<p>John DiMarco Dirigeant principal de l'information GITR 416-326-6954 John.DiMarco@ontario.ca</p>

<p><u>Division de la Cybersécurité (DCS)</u></p>	<p>Utilisation de nouvelles méthodes pour accroître la sensibilisation à la cybersécurité</p> <ul style="list-style-type: none"> <p>Mois de la sensibilisation à la cybersécurité (MSC) – octobre 2018</p> <p>Le MSC est une campagne reconnue à l'échelle internationale qui a lieu chaque mois d'octobre afin d'informer les gens du monde entier sur l'importance de la cybersécurité. C'est la 15^e année de cet événement à l'échelle mondiale et la 7^e année dans la fonction publique de l'Ontario (FPO). La cybersécurité a mis en place un programme amélioré en 2018 prévoyant une collaboration avec des partenaires du secteur public extérieurs à la FPO. Les partenariats comprenaient le gouvernement du Canada, Pensez cybersécurité, Metrolinx, l'Université Ryerson et la Police provinciale de l'Ontario afin de rechercher des idées et de créer des documents communs. Au cours du mois, la Division a également publié du nouveau matériel pédagogique hebdomadaire, notamment de nouvelles vidéos, des infographies, des articles et a offert des webinaires au personnel et aux gestionnaires de la province, qui ont permis une participation à l'échelle de l'Ontario.</p> <p>Campagnes d'hameçonnage</p> <p>La Division de la cybersécurité a adopté une approche nouvelle et moderne pour le programme d'éducation et de sensibilisation. L'année dernière, une campagne d'hameçonnage simulé a été lancée à l'intention d'environ 1/6 du personnel de la FPO. Au cours de cette phase, une base de référence en matière de sensibilité a été établie et des mesures ont été recueillies pour aider à planifier une éducation plus efficace et à sensibiliser davantage le personnel à l'avenir. En partenariat avec les Services technologiques d'infrastructure, un bouton « <i>signaler l'hameçonnage</i> » a été ajouté à la barre d'outils Outlook afin que le personnel puisse plus facilement signaler les tentatives d'hameçonnage suspectées. En 2018-2019, le programme d'hameçonnage a été étendu à l'ensemble du personnel de la FPO. Huit campagnes mensuelles avaient été menées au 31 janvier 2018.</p> <p>Jeux de guerre de l'exécutif de la Cybersécurité</p> <p>La Division de la cybersécurité a présenté des jeux de guerre destinés aux cadres (simulations sur table d'une cyberattaque) à dix équipes différentes de cadres afin de donner un aperçu de leur préparation en matière de cybercriminalité. Bien que cela ait ouvert les yeux, les participants étaient</p> 	<p>Mohammad Qureshi, Dirigeant principal de la sécurité de l'information DCS Mohammad.Qureshi@ontario.ca</p>
---	---	--

tous enthousiastes à l'idée de pouvoir améliorer leur planification et leur capacité à réagir en cas d'attaque réelle.

- **Révisions de la politique ministérielle sur le classement des informations sensibles**

La Division de la cybersécurité a actualisé la Politique ministérielle sur le classement des informations sensibles (auparavant connue sous le nom de [Politique de classement en matière de sécurité de l'information et de protection des renseignements personnels]). Cette politique aide le personnel de la fonction publique de l'Ontario à évaluer le caractère délicat des documents et des informations avec lesquels il travaille quotidiennement, afin qu'il puisse étiqueter et protéger tous les documents et toutes les informations de manière appropriée.

- **Architecture de référence pour la sécurité de l'informatique en nuage**

Avec l'introduction de l'informatique en nuage, les limites des réseaux traditionnels évoluent, et nous devons déployer de nouveaux outils qui nous permettent de modifier nos pratiques. Au lieu de surveiller la périphérie du réseau, nous devons surveiller les applications et détecter les anomalies comportementales, peu importe où l'information gouvernementale est créée traitée ou stockée (dans notre centre de données ou dans un nuage public). Nous avons créé une Architecture de référence pour la sécurité de l'informatique en nuage pour guider l'adoption sécurisée des services en nuage dans la FPO et développé une architecture de référence complémentaire qui accompagne l'architecture de référence de l'informatique en nuage (ARIN) publiée par la Division des services de la technologie de l'information, intitulée l'« Architecture de référence pour la sécurité de l'informatique en nuage » (ARSIN). Cela fournit une expérience cohérente lors de l'évaluation et de la mise en œuvre de la sécurité pour des services basés sur un nuage sur n'importe quel nuage.

- **Transformation de la méthodologie d'évaluation du risque de menace**

La Division de la cybersécurité a adopté une approche centrée sur le client et axée sur les données pour moderniser son approche et sa méthodologie d'évaluation des risques de menace. Les approches en matière d'architecture, de technologie et de développement de systèmes ont

	<p>considérablement évolué. Pour s'adapter à ces changements, la Division a adopté la Méthodologie d'évaluation des risques liés à l'information (Information Risk Assessment Methodology 2 ou IRAM2) de l'Information Security Forum (ISF). L'ISF est une organisation mondiale composée de membres et l'IRAM2 est considérée comme « de première qualité » par Gartner dans les domaines les plus pertinents pour les besoins de l'organisation.</p> <ul style="list-style-type: none"> Analyse et gestion de la vulnérabilité de l'entreprise La cybersécurité a amélioré l'analyse de la vulnérabilité des actifs informatiques. L'Équipe de gestion du piratage éthique et de la vulnérabilité analyse régulièrement des milliers d'actifs de centre de données et de nuage Azure (serveurs) pour détecter les vulnérabilités avec un scanneur de vulnérabilité. Les résultats de ces analyses bihebdomadaires sont utilisés pour collecter des données sur les actifs comportant des vulnérabilités critiques et de gravité élevée basées sur les notes du Common Vulnerability Scoring System (CVSS). La Cybersécurité priorisera également tous les mois les serveurs les plus vulnérables et informera le propriétaire de l'actif afin de garantir l'application correcte des correctifs. 	
<u>Division de l'Information, de la protection de la vie privée et des archives (IPVPA)</u>	Révision et description des normes ISO <ul style="list-style-type: none"> Examen approfondi et description sommaire de la série de normes ISO TC46-11, nouvelle et en évolution, source d'inspiration pour un modèle ou un cadre pour les pratiques numériques futures en matière de gestion de l'information. 	John Roberts Directeur général de la protection de la vie privée et archiviste de l'Ontario IPVPA john.roberts@ontario.ca
<u>Groupe ITI pour les services de santé (GSS)</u>	Échange de données mobiles des ambulances Les volumes d'appels 911 pour de l'assistance médicale augmentent d'une année à l'autre et créent des pressions sur les Centres de communications des services paramédicaux et des services ambulanciers pour suivre les appels 911 tout en s'assurant que les patients obtiennent les soins médicaux dont ils ont besoin. L'échange de données mobiles numérise les communications entre les services paramédicaux et le personnel déployé, permettant aux paramédicaux d'arriver sur les lieux plus rapidement et d'être disponibles pour le prochain appel 911 plus tôt une fois qu'ils ont transféré les soins du patient à l'hôpital. Depuis décembre 2018,	Karen McKibbin Sous-ministre adjointe et directrice principale, GSS 647-618-0597 Karen.McKibbin@ontario.ca

	toutes les ambulances à civière de la région de York utilisent activement la nouvelle plateforme d'échange de données mobile.	
	<p>Connexion immunisations Ontario/Digital Yellow Card (carte jaune numérique) Connexion immunisations Ontario/Digital Yellow Card (carte jaune numérique) (CION/DYC) demeure un outil Web populaire auprès des Ontariens, qui leur permet de soumettre leur dossier de vaccination et celui de leurs enfants à la santé publique au moyen du Répertoire numérique des immunisations. En décembre 2018, plus de 129 000 personnes avaient consulté leur carte jaune numérique plus de 190 000 fois et avaient soumis plus de 530 000 vaccinations.</p> <p>Un certain nombre d'améliorations technologiques ont été apportées à CION au cours de la dernière année pour améliorer l'efficacité opérationnelle, notamment : Améliorations de la plateforme Docker Enterprise, mise à niveau vers l'orchestration Kubernetes et intégration de solutions à source ouverte de grande valeur et à faible coût, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • GitLab Enterprise, utilisé comme référentiel de contrôle de code source, à l'appui du déploiement d'intégration continue sur la plateforme Docker Enterprise. • Sematext, un outil de surveillance reposant sur les conteneurs Docker qui fournit une détection des anomalies et des alertes au sein de la plateforme Docker Enterprise. • Logsene, qui fournit une gestion des journaux qui permet de faire des recherches dans tous les journaux d'application et de serveur, et fournit des alertes de journal et des tableaux de bord illimités. 	<p>Karen McKibbin Sous-ministre adjointe et directrice principale, GSS 647-618-0597 Karen.McKibbin@ontario.ca</p>
	<p>Répertoire numérique des médicaments (RNM) Le Ministère a élaboré le RNM pour permettre aux médecins, aux pharmaciens et autres fournisseurs de soins de santé d'accéder aux historiques de médicaments délivrés sous ordonnance et des services pharmaceutiques au point d'intervention. Le RNM contient des événements historiques sur les médicaments du système de règlement des demandes de médicaments de l'Ontario (DMO) et des données administrées dans le Système de surveillance des stupéfiants et des substances contrôlées (SSSSC).</p>	<p>Karen McKibbin Sous-ministre adjointe et directrice principale, GSS 647-618-0597 Karen.McKibbin@ontario.ca</p>

	<p>Environ 1,4 milliard (sur 8 ans) de dossiers de services publics de pharmacie et pharmaceutiques (p. ex., le programme MedsCheck) et 0,2 milliard (sur 6 ans) de dossiers relatifs aux stupéfiants ont été téléchargés dans le RNM et reliés au visualiseur clinique provincial pour utilisation, avec près de 17 millions nouveaux dossiers d'ordonnance ajoutés dans le RNM chaque mois.</p> <p>En novembre 2018, environ 150 000 fournisseurs de soins de santé (environ 50 % des professionnels de la santé enregistrés en Ontario) étaient admissibles à accéder au RNM, au moyen de deux visionneuses cliniques régionales, sur 546 sites en Ontario, afin d'améliorer la sécurité des patients et la continuité des soins.</p> <p>Dans la prochaine phase du projet du RNM, le Ministère prévoit enrichir davantage les renseignements dans le RNM avec d'autres renseignements cliniques pertinents. Cela appuiera les fournisseurs de soins de santé dans leur développement de la « meilleure historique pharmacothérapeutique possible » d'un patient à l'appui de l'amélioration de la prise de décisions cliniques et des ordonnances plus appropriées.</p>	
	<p>Visualisation avancée de données (VAD)</p> <p>Le ministère de la Santé et des Soins de longue durée (MSSLD) recueille d'importants volumes de données pour prendre des décisions éclairées sur la prestation de soins de santé de haute qualité aux patients dans toute la province. Les analystes de la santé doivent souvent effectuer une exploration de données pour trouver des tendances d'utilisation des services de santé, et utiliser des outils analytiques pour bien interpréter leur signification. Une approche consiste à les habiliter pour examiner de grandes quantités de données rapidement et présenter leurs constatations analytiques dans un format graphique. Le projet de VAD fournit aux utilisateurs un outil Web pour traiter les données et interagir directement avec elles pour mieux répondre à leurs besoins en information et permettre la détermination de domaines dans la prestation des services de santé qui nécessite une attention particulière ou des améliorations de façon visuellement pertinente. L'application de la VAD appuie beaucoup d'initiatives gouvernementales en remplaçant l'établissement de rapports statiques avec les visualisations interactives de mesure et de rapports de l'indicateur de la santé.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'application de la VAD compte sur une architecture de mémoire interne qui permet des analyses à rendement élevé de données sur la santé offrant des 	<p>Karen McKibbin Sous-ministre adjointe et directrice principale, GSS 647-618-0597 Karen.McKibbin@ontario.ca</p>

	<p>connaissances plus approfondies et des délais de réponse plus rapides aux nouvelles tendances comme l'utilisation de l'opioïde et les taux d'occupation dans tous les hôpitaux qui peuvent nécessiter une attention accrue.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Elle fournit une interface libre-service conviviale pour répondre rapidement aux demandes urgentes de renseignements en créant des visualisations interactives de haute qualité et en les affichant dans un portail Web aux fins de visualisation. • Elle prend en charge la visualisation géospatiale et améliore la présentation des résultats analytiques en fusionnant et en recouvrant des données géographiques sur une carte pour obtenir des connaissances de niveau granulaire pour les tendances d'utilisation des soins de santé dans les populations cibles. <p>Une solution de VAD entièrement fonctionnelle a été livrée aux scientifiques de données dans un environnement de production pour l'accès interne du MSSLD. L'accès à cette solution pour le personnel du Ministère a été fourni au moyen d'un portail centralisé pour la Division de la gestion de l'information, des données et de l'analytique (GIDA) du MSSLD. La solution offre des visualisations interactives des indicateurs de santé précalculés par sujet clé ou secteur. Des travaux sont en cours pour fournir l'accès à cette solution à nos partenaires du secteur de la santé plus vaste qui sont à l'extérieur du Ministère. Le premier groupe d'utilisateurs ciblé sera des Réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS).</p>	
<p><u>Groupement ITI du travail et des transports (GTT)</u></p>	<p>Programme d'examen médical des conducteurs</p> <p>La fonction de base du programme d'examen médical (EM) est d'évaluer la capacité des conducteurs de conduire un véhicule automobile en toute sécurité en se fondant sur la politique et les procédures médicales pour les conducteurs du MTO, les normes médicales nationales du CCATM et les normes de l'Association médicale canadienne. La politique médicale actuelle sur les conducteurs est difficile à utiliser pour orienter la prise de décisions, ce qui entraîne des décisions non convergentes pour les conducteurs, un fardeau indu pour les professionnels de la santé et les conducteurs, de longs délais d'attente pour la formation de nouveaux agents de traitement des cas, et la possibilité d'effets négatifs sur la réputation du MTO aux yeux des intervenants et des clients.</p> <p>La vision du programme d'EM est de « prendre des mesures efficaces et efficaces pour obtenir de l'information sur la condition physique des conducteurs en</p>	<p>Wynnann Rose Dirigeante principale de l'information GTT 905-704-2167 Wynnann.Rose@ontario.ca</p>

	<p>mobilisant pleinement nos citoyens, nos intervenants et nos employés afin d’améliorer continuellement la sécurité routière, tout en répondant aux besoins et aux attentes fondamentaux de nos citoyens ».</p> <p>Les équipes opérationnelles et de la TI du Programme de transformation de la sécurité des usagers de la route (PTSUR), avec la [Direction des services d’octroi de licences (DSOL)] ont travaillé de manière agile pour transformer et optimiser la politique sur les examens médicaux des conducteurs. Réalisations à ce jour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Par de multiples sprints, élaboré un cadre de transformation pour optimiser la prise de décisions sur les problèmes médicaux. • Appliqué le cadre et travaillé avec agilité à l’examen et à l’optimisation de 23 affections médicales visées par la politique sur les examens médicaux des conducteurs • Déterminé les répercussions sur la clientèle, ainsi que sur la gestion du changement et les opérations • Mobilisé la collectivité médicale pour la définition d’une approche d’évaluation pour les affections médicales complexes <p>Notre stratégie de transformation numérique (STN) a été élaborée en février 2018 de manière agile, et incluait :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le canevas de modèle d’affaires actuel • Une conception centrée sur le citoyen : groupes d’utilisateurs internes et externes identifiés, entretiens menés avec les utilisateurs • Une analyse des options du modèle d’entreprise numérique à venir • Le canevas de modèle d’affaires cible <p>En plus de la STN, nous avons utilisé des équipes interministérielles pour réaliser les tâches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Exigences opérationnelles – épopées et récits d’utilisateur • Plan de mise en œuvre – Publication et avant la mise en œuvre • Aperçu de l’ensemble d’outils du produit principal – décrit la technologie que l’on prévoit utiliser <p>Les activités préalables à la mise en œuvre du projet sont en cours.</p>	
--	---	--

Portail d'autovérification de l'employeur et autocontrôle (partie du MT 360)

Le 13 septembre 2017, le ministère du Travail (MT) a reçu l'approbation du CAPTI pour remplacer son Système d'information sur les normes d'emploi (SINE), qui appuie l'administration des normes d'emploi. Le système existant sert à la gestion de l'exécution de toutes les transactions liées à l'emploi, comme le traitement des réclamations et l'enquête consécutive, et la création et le suivi des événements et des inspections.

Le SINE est utilisé par environ 500 utilisateurs internes (ce nombre devrait passer à environ 680) pour la prestation de services à 450 000 employeurs et 6 millions d'employés dans l'ensemble de l'Ontario. Le système maison actuel, qui a plus de 10 ans, appuie les processus administratifs sur papier. La solution de remplacement a été développée par une fonctionnalité opérationnelle itérative, prenant en charge une version progressive de la nouvelle solution, garantissant ainsi que les agents de l'emploi, les employeurs et les employés bénéficient de la nouvelle solution dès que possible.

En août 2017, le personnel du MT a bénéficié d'un nouveau portail de veille stratégique, qui fournit des rapports sur les données provenant de sources jusqu'à isolées. Il poursuivra le développement du portail VS avec la réception de nouvelles données par une fonctionnalité d'affaires mise au point de façon itérative. En octobre 2017, un partenariat entre LS .NET, les Services technologiques d'infrastructure (STI) et les Laboratoires Pivots a été établi pour la création de l'outil d'autovérification du MT sur la plateforme d'informatique en nuage Azure de la FPO.

- Déploiement d'un système d'autovérification entièrement fonctionnel pour la production répondant aux dix (10) normes;
- Mise en œuvre d'un projet-pilote très réussi qui :
 - a eu des répercussions positives sur les employeurs en leur fournissant les outils nécessaires pour comprendre et assurer la conformité;
 - a donné des résultats positifs pour plus de trois cent (300) employés, ce qui a permis de récupérer plus de 79 000 \$ après seulement 24 vérifications;

Wynnann Rose

Dirigeante principale de l'information

GTT

905-704-2167

Wynnann.Rose@ontario.ca

	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de la fondation qui appuiera 350 agents du ministère du Travail avec les outils nécessaires pour appuyer 45 000 vérifications par an une fois la formation terminée en novembre; • Fourniture des bases du processus de gestion de cas, y compris le module d'accès basé sur les rôles requis pour prendre en charge les fonctions de gestion de cas de bout en bout. <p>Cela est impressionnant, mais c'est encore plus impressionnant quand on sait que tout cela a été fait tout en ouvrant la voie à de nombreuses premières importantes pour le GTT, le ministère du Travail et la FPO :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Première équipe et solution à utiliser les outils et méthodologies de Pivotal Cloud Foundry, qui vont changer la donne pour le développement de logiciels dans la FPO. • Premier projet à introduire de nouveaux rôles tels que propriétaire de produit et chef de produit, tirant parti des connaissances des utilisateurs et intervenants en tant que composant essentiel du développement logiciel. • Transfert de connaissances en utilisant l'approche de la programmation en binôme. • Des méthodes de développement logiciel agiles essentielles pour apporter de la valeur et de la qualité en tirant rapidement parti du retour sur investissement. • Une architecture de microservices pour des solutions modulaires qui nous permettent de bâtir sur nos fondations. • Adopter une équipe équilibrée et une structure de gouvernance totalement intégrées et colocalisées qui incluent tous les intervenants et leurs besoins. Une équipe, comprenant des membres du MT, du GTT, des STI et de la [GSE], ainsi que des membres du public et des entreprises dans le cadre de la découverte des exigences. <p>Introduction de pratiques purement agiles telles que Lean, Extreme Programming, Pratique de conception centrée sur l'utilisateur.</p>	
	<p>Projet de modernisation d'Ontario 511</p> <p>Les Services d'information aux voyageurs du MTO offrent aux Ontariens une information accessible et bilingue concernant les options de déplacement et l'état des routes pour les aider à planifier et à effectuer leurs déplacements. Le projet de modernisation d'Ontario 511 doit remplacer le site Web Ontario 511 par un</p>	<p>Wynnann Rose Dirigeante principale de l'information GTT 905-704-2167</p>

	<p>logiciel en tant que service (SaaS) pour moderniser les renseignements en ligne aux voyageurs en Ontario et ramener la province à l'avant-scène de la diffusion de l'information aux voyageurs. Ontario 511 peut être consulté dans le Web, sur les médias sociaux ou par téléphone; on y trouve de l'information sur les fermetures de routes, la congestion, l'état des routes en hiver et les chantiers de construction sur les routes provinciales. Le nouveau canal Web modernisé a été mis en ligne le 14 mars 2018. Le projet a fait appel à une équipe multifonctionnelle dédiée, colocalisée, qui a collaboré avec le public pour fournir ce service. L'équipe a conçu le service avec la participation de plus de 800 citoyens et voyageurs, en utilisant la réflexion conceptuelle, la cartographie de parcours et d'autres méthodes agiles pour naviguer dans les versions Alpha, Beta et Go Live. Le nouveau service propose des alertes personnalisées, la planification d'itinéraires et est indépendant du dispositif. Depuis sa mise en place, le site Web compte plus d'un million d'utilisateurs, plus de 8 000 étant enregistrés, 6,2 millions de pages vues et plus de 2,3 millions de sessions. L'équipe a également mis en œuvre un certain nombre d'améliorations importantes, notamment l'intégration de Repérer mon chasse-neige, l'ajout de 72 caméras de surveillance du trafic à Toronto et l'inclusion des conditions de circulation et des conditions météorologiques fournies par Waze.</p> <p>L'équipe s'emploie actuellement à définir des itinéraires de déviation, à améliorer les informations relatives à la construction et aux conditions météorologiques hivernales et à automatiser les flux Twitter.</p>	<p>Wynnann.Rose@ontario.ca</p>
	<p>Projet d'automatisation de poste d'inspection de camions en Ontario (PACO) Le ministère des Transports (MTO) a reçu l'autorisation d'utiliser la technologie des systèmes de présélection et de précontrôle des véhicules commerciaux automatisés en Ontario, pour cibler plus efficacement l'application de la loi sur les véhicules commerciaux qui présentent un risque pour la sécurité routière et permettre aux transporteurs sécuritaires et responsables de continuer à se déplacer sur les autoroutes ontariennes. Le 28 novembre 2017, le MTO a reçu l'autorisation du Conseil du Trésor de mener un processus d'approvisionnement concurrentiel ouvert afin de déployer la technologie de présélection électronique dans les postes d'inspection des camions de la province, et la technologie de</p>	<p>Wynnann Rose Dirigeante principale de l'information GTT 905-704-2167 Wynnann.Rose@ontario.ca</p>

précontrôle dans quatre emplacements de postes situés le long du corridor 401, afin d'améliorer l'efficacité des opérations de contrôle des véhicules commerciaux et d'évaluer leur efficacité à aider les agents d'inspection dans les conditions météorologiques et de circulation spécifiques à l'Ontario. Dans le cadre d'un processus d'approvisionnement concurrentiel ouvert, un appel d'offres a été publié le 5 janvier 2018. Intelligent Imaging Systems Inc. (IIS) a été le fournisseur retenu de cet appel d'offres international (entreprise canadienne basée à Edmonton et à Vancouver). Le MTO a signé un contrat de partenariat de prestation de services avec IIS pour le déploiement de la technologie de présélection électronique à tous les emplacements de postes et de la technologie de précontrôle à 4 emplacements de postes-pilotes, le 3 mai 2018 (à compter du 16 mai 2018).

Cette technologie améliorera la sécurité et aidera les agents à détecter les camions et les transporteurs présentant des défauts graves et des problèmes de sécurité à régler. Cela permettra également de réduire les délais pour les transporteurs conformes et d'améliorer l'efficacité des opérations de contrôle des véhicules commerciaux.

La présélection automatisée des véhicules commerciaux peut :

- détecter les véhicules commerciaux en approche, communiquer avec ces véhicules et informer les transporteurs à faible risque de contourner un poste d'inspection;
- présenter pour inspection des opérateurs ou véhicules inconnus, non conformes ou à haut risque.

Le précontrôle automatisé des véhicules commerciaux peut :

- Effectuer un contrôle préalable des défauts de sécurité spécifiques à faible vitesse au niveau du poste d'inspection ou dans ce dernier.

Réalisations à ce jour :

- Appel d'offres terminé et contrat attribué
- Obtention des approbations d'architecture du Groupe et des comités ministériels
- Évaluations de sécurité terminées et mise en œuvre des mesures d'atténuation en cours

	<ul style="list-style-type: none"> • Configuration de l'infrastructure et offre au fournisseur des informations nécessaires sur le transporteur pour déterminer une décision de contournement en fonction de règles opérationnelles définies par l'entreprise. <p>Projet-pilote de présélection lancé avec succès le 9 janvier 2019</p>	
<u>Services technologiques pour la justice (STJ)</u>	<p>Intégration du Bureau d'enregistrement des actions en divorce</p> <p>Ce projet a permis de transférer électroniquement des informations entre les tribunaux de la famille de l'Ontario et le Bureau d'enregistrement des actions en divorce (BEAD) afin d'obtenir un certificat de décharge fédéral pour chaque procédure de divorce engagée en Ontario.</p> <p>La première phase de ce projet a été achevée en janvier 2018.</p> <p>La phase 2 de ce projet a automatisé l'échange de données et de fichiers entre la province et le ministère fédéral de la Justice.</p> <p>La solution a été mise en ligne en novembre 2018 et a été déployée dans tous les tribunaux de la province.</p> <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Élimination des processus manuels et intervention • Réduction du temps et des coûts associés à l'obtention d'un certificat de décharge ou d'un avis de duplicata de procédure du BEAD. • Réduction des erreurs de saisie en automatisant la réception des demandes au BEAD. <p><u>Quelques statistiques :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Environ 23 000 transactions envoyées au gouvernement fédéral depuis le projet-pilote. • Environ 15 000 demandes ont été envoyées au gouvernement fédéral pour le certificat de mise à jour pour tous les tribunaux. 	<p>Robin Thompson Dirigeant principal de l'information STJ 416-326-6950 Robin.M.Thompson@ontario.ca</p>

	<p>Dépôt en ligne des poursuites civiles</p> <p>La création d'un service de dépôt électronique en ligne pour les actions civiles devant la Cour supérieure de justice. Ce service permet aux utilisateurs d'engager des actions et de déposer des documents pour des actions civiles, tels que : déclaration, avis d'action, affidavit du tuteur à l'instance d'un demandeur frappé d'invalidité, demande d'instance bilingue, consentement à déposer des documents en français, ainsi que d'effectuer des paiements pour ces dépôts. On étendra ce service progressivement à d'autres types de documents afin d'offrir une expérience et des services plus pratiques aux utilisateurs.</p> <p>La première vague de projets de ce service en ligne a été lancée en avril 2017 à titre de projet-pilote à cinq endroits (Brampton, Ottawa, Newmarket, London et Sudbury).</p> <p>La deuxième vague, lancée en juillet 2017, comprenait une mise en œuvre complète du service en ligne à l'échelle de la province et des améliorations au service, y compris des profils de compte uniques et un historique consultable des dépôts en ligne. Cette deuxième vague a été achevée avec succès en novembre 2017.</p> <p>La troisième vague du projet s'est achevée en mai 2018, offrant aux utilisateurs la possibilité de déposer des documents supplémentaires en ligne, tels que des mémoires de défense et des documents de preuve de service.</p> <p>La quatrième vague s'est achevée en novembre 2018 et a fourni aux utilisateurs un service amélioré en ce qui concerne les aperçus de documents, la saisie automatisée de données pour les domaines communs et l'amélioration de la convivialité de l'application globale.</p> <p>Depuis son lancement, 31 % des déclarations totales ont été déposées par voie électronique au moyen du portail de dépôt électronique.</p> <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Offre des services en ligne simples, modernes et conviviaux, tant au public qu'à nos partenaires. 	<p>Robin Thompson Dirigeant principal de l'information Services technologiques pour la justice 416-326-6950 Robin.M.Thompson@ontario.ca</p>
--	---	---

	<ul style="list-style-type: none"> • Offre aux Ontariens qui intentent des poursuites civiles de services en ligne qui sont accessibles, adaptés et faciles à utiliser. • Les Ontariens pourront déposer rapidement et facilement leurs documents relatifs aux actions civiles et en faire le suivi en ligne. 	
	<p>Services en ligne de la Loi sur les infractions provinciales (LIP) Les Services en ligne de la LIP est un nouveau système en ligne lancé en août 2018 en partenariat avec les tribunaux municipaux. Le système permet aux utilisateurs publics de rechercher les informations relatives aux infractions des parties 1 et 3 de la Loi, telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'état d'un cas • Les amendes impayées et la façon de les payer • Les détails d'un événement planifié (lieu du tribunal, date, heure et salle) • Les coordonnées de tribunaux <p>Le système permet également aux accusés ou à leurs représentants de demander une réunion de résolution rapide par une soumission de demande en ligne, le cas échéant, pour les municipalités participantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comté d'Elgin • Comté d'Oxford • Niagara Falls • Mississauga • Durham • Windsor • Sudbury <p>Participation en date de janvier 2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 34 370 utilisateurs • 619 demandes de réunion de résolution rapide <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Offre aux Ontariens d'un accès en ligne pratique aux détails des infractions des parties 1 et 3 de la LIP. 	<p>Robin Thompson Dirigeant principal de l'information Services technologiques pour la justice 416-326-6950 Robin.M.Thompson@ontario.ca</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Offre d'un service en ligne moderne, bilingue, conforme à la LAPHO et réactif. • Réduction du nombre d'appels, de demandes de renseignements au comptoir et de demandes de RR sur papier envoyées aux tribunaux municipaux. • Réduction des temps d'attente aux guichets des tribunaux municipaux et économie de temps et de coûts pour les accusés ou leurs représentants. 	
	<p>Déploiement de mémoires électroniques (déploiement de SCOPE)</p> <p>SCOPE est le système du ministère du Procureur général qui prend en charge le suivi de la divulgation des affaires pénales par les services de police (municipaux et PPO), la gestion des cas, la gestion des dossiers et la planification numérique. Il est progressivement déployé dans les bureaux de la Couronne de la province.</p> <p>À l'heure actuelle, 85 % du volume des affaires pénales engagées en Ontario se trouvent dans la base de données SCOPE, qui comprend 22 services de police municipaux et des détachements proches de la Police provinciale de l'Ontario. Au cours des douze derniers mois, cela inclut des déploiements dans 14 services de police municipaux et 37 détachements de la Police provinciale de l'Ontario et de services de police autochtones.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Service de police de Hamilton • Service de police de Peterborough • Service de police de la Ville de Kawartha Lakes • Service de police de Northumberland/Cobourg/Port Hope • Service de police d'Anishinabek • Service de police de Barrie (y compris les services de police de Simcoe-Sud) • Service de police de North Bay • Service de police de Sudbury • Service de police de Belleville • Service de police d'Orangeville • Service de police de Shelburne • Service de police de St. Thomas • Service de police de Woodstock • Service de police de Sarnia 	<p>Robin Thompson Dirigeant principal de l'information Services technologiques pour la justice 416-326-6950 Robin.M.Thompson@ontario.ca</p>

	<p>Résultats :</p> <p>Pour les sites où SCOPE a été déployé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les affaires pénales de l'Ontario sont reçues, suivies et les divulgations diffusées par voie électronique. • Toutes les informations sont partagées électroniquement entre les juridictions, à travers le MPG et avec les partenaires de justice externes. • Tous les membres du personnel de la Couronne sont inscrits à l'horaire par voie électronique. 	
<p><u>Division d'intégration des services numériques d'entreprise (DISNE)</u></p>	<p>Projet-pilote de connexion aux banques d'identité numérique</p> <ul style="list-style-type: none"> • En avril 2018, le service en ligne MyBenefits a commencé à mettre à l'essai l'utilisation des identifiants de connexion bancaire par l'intermédiaire de SecureKey Service de concierge pour permettre aux clients de l'aide sociale d'accéder, de consulter et de mettre à jour leurs renseignements en ligne. • Le-pilote MyBenefits a vu une augmentation importante de l'utilisation des identifiants bancaires pour accéder au service MyBenefits sur une période de 3 mois (octobre à décembre), y compris plus de 300 nouvelles inscriptions au cours de la période des Fêtes. Le service compte maintenant plus de 1000 utilisateurs de SecureKey Service de concierge. 	<p>Robert Devries Sous-ministre adjoint DISNE Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs 416-668-5727 Robert.Devries@ontario.ca</p>
	<p>Défi pour des petites entreprises innovatrices (DPEI)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre du programme sur le Défi pour des petites entreprises innovatrices, le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs collabore avec 5 équipes de projets menés par des fournisseurs afin d'élaborer des solutions d'identité numérique prêtes pour le marché, apprenant en même temps à propos des technologies de pointe et la politique de partage, les normes de l'industrie, les pratiques exemplaires et l'expertise technique avec les équipes de fournisseurs les aidant à raffiner leurs solutions selon les cas d'utilisation du gouvernement. Deux des équipes continueront de travailler sur leurs solutions novatrices jusqu'en 2019. 	<p>Robert Devries Sous-ministre adjoint DISNE Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs 416-668-5727 Robert.Devries@ontario.ca</p>

	<p>Prototype de portefeuille numérique</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'Ontario a mis au point un prototype de portefeuille numérique fonctionnel pour éclairer des composantes du Plan conceptuel de la technologie d'identité numérique, expérimenter avec les technologies nouvelles et émergentes, et valider la façon dont une solution potentielle pourrait fonctionner. Le prototype démontre ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> ○ établissement d'une identité numérique en ligne et délivrance à un portefeuille électronique; ○ la vérification de l'identité électronique à l'aide de l'intelligence artificielle, de la comparaison biométrique et de l'appariement des attributs; ○ utilisation de l'identité numérique pour prouver l'âge en personne; ○ ajout d'une version numérique d'un permis de conduire et d'une carte santé au portefeuille numérique; ○ cas d'utilisation pour la vérification de l'âge : transmission des attributs d'identification (photo et âge) par l'intermédiaire de communication en champ proche (CCP) et Bluetooth (d'un appareil à l'autre) pour répondre aux cas d'utilisation de preuve d'âge; ○ enregistrement de transaction ou d'audit. 	<p>Robert Devries Sous-ministre adjoint DISNE Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs 416-668-5727 Robert.Devries@ontario.ca</p>
	<p>Déploiement du numéro entreprise dans la FPO</p> <ul style="list-style-type: none"> • Depuis, 2017, plus de 20 ministères ontariens ont été consultés pour participer à l'utilisation étendue du numéro d'entreprise (NE) comme identifiant d'entreprise commun en Ontario, ce qui connectera les principaux programmes ministériels au système de répertoire des entreprises (le centre de NE pour l'Ontario). • D'ici 2020, plus de 135 programmes destinés aux entreprises commenceront à collecter et utiliser le NE par l'intermédiaire d'un plan de mise en œuvre en plusieurs étapes en appliquant l'un des deux modèles : <ol style="list-style-type: none"> 1. Complète adoption du NE (modèle intégré) : connexion directe du système au registre des entreprises ou 2. Expansion du NE (modèle de base) : validation manuelle du NE ou l'utiliser comme identifiant d'entreprise • Le modèle intégré a des répercussions sur plus de 30 programmes ou environ 25 pour cent de tous les programmes destinés aux entreprises, 	<p>Robert Devries Sous-ministre adjoint DISNE Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs 416-668-5727 Robert.Devries@ontario.ca</p>

	<p>alors que le modèle de base a des répercussions sur plus de 100 programmes ou 75 pour cent des programmes destinés aux entreprises.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Parmi les divers ministères affectés à deux étapes (mars et novembre 2018), 32 programmes de l’initiative d’expansion du NE ont terminé la mise en œuvre et maintenant recueillent et utilisent le NE. 	
	<p>Projet-pilote des chaînes de blocs pour la vérification de l’enregistrement des entreprises</p> <ul style="list-style-type: none"> • À la suite du projet de preuve de concept sur les chaînes de blocs plurigouvernementales terminé en août 2017, le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs explore l’utilisation de chaînes de blocs comme un outil habilitant pour les entreprises afin de fournir une preuve des qualifications et des diplômes délivrés par le gouvernement lors de transactions en ligne. • Le projet-pilote est entrepris grâce à une collaboration avec les gouvernements de la Colombie-Britannique et du Canada (Services publics et Approvisionnement Canada) et utilise des technologies de source ouverte. • Le projet-pilote ontarien vise à mettre en place l’infrastructure de base nécessaire à l’élaboration d’un répertoire des qualifications vérifiables émises par le gouvernement (revendications) au sujet d’une entreprise préremplies avec des informations de base sur toutes les entreprises ontariennes sur la base des données du registre officiel des entreprises de l’Ontario. • Le projet-pilote de l’Ontario tire à sa fin et, en plus du répertoire, il présentera une interface Web permettant de chercher et d’afficher les réclamations détenues par les entreprises. Une interface avec un réseau sous-jacent de registre d’identité – initialement un registre Hyperledger Indy, a également été mis sur pied. Elle a la capacité de recevoir des réclamations vérifiables émises par des services connus concernant des entreprises en question et de fournir une preuve au sujet des entreprises assujetties à d’autres services. 	<p>Robert Devries Sous-ministre adjoint DISNE Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs 416-668-5727 Robert.Devries@ontario.ca</p>

<p><u>Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (GISG)</u></p>	<p>L'initiative d'actualisation du SIGIF</p> <p>Le Système intégré de gestion de l'information financière (SIGIF) est un des systèmes clés de planification des ressources d'entreprise (PRE) de la FPO, et il est essentiel pour appuyer les activités de gestion financière pour tous les ministères dans l'exécution de leurs programmes et la prestation de leurs services aux Ontariens.</p> <p>Le projet d'actualisation du SIGIF fait partie d'un cycle nécessaire d'entretien des biens et respecte notre engagement pour moderniser les systèmes informatiques et conserver la transparence et l'imputabilité des finances. Le projet d'actualisation du SIGIF apportera deux importantes améliorations :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le 28 août 2018, la [Direction des systèmes financiers organisationnels] a mis en œuvre avec succès une architecture ultramoderne afin de moderniser l'infrastructure du SIGIF. Une solution technologique solide et innovante est proposée pour permettre la transformation et l'expansion opérationnelles futures de la FPO. Cette fondation technologique agile a introduit la dernière technologie innovante de l'industrie – un système d'ingénierie – et a consolidé l'empreinte du SIGIF de 80 %. La nouvelle infrastructure du SIGIF a ouvert la voie à la mise en place d'une solution en nuage et a permis de répondre aux priorités stratégiques pour être plus rapide, plus intelligent et meilleurs. 2. La modernisation du renseignement d'entreprise qui remplacera les logiciels et boîtes à outils obsolètes d'établissement de rapports et fournira une plateforme de RE et d'analyse moderne, puissante et sécurisée capable de répondre aux besoins organisationnels émergents des ministères et organismes centraux. La première phase a été mise en œuvre avec succès le 28 janvier 2019. 	<p>Renee Laforet Dirigeante principale de l'information, GISG 416-327-7867 renee.laforet@ontario.ca</p>
<p><u>Groupement ITI pour les organismes centraux (GOC)</u></p>	<p>Initiative sans papier</p> <p>Le gouvernement ontarien explore des possibilités qui contribueront à rendre ses dépenses plus efficaces et efficientes tout en respectant ses engagements.</p> <p>Pour appuyer ce travail, le Secrétariat du Conseil du Trésor met en œuvre une initiative sans papier qui mettra fin à la fourniture de copies papier des documents de réunion et des trousseaux d'approbation au ministère. Le SCT gère plusieurs</p>	<p>Liz MacKenzie Dirigeante principale de l'information GOC 416-327-1476 Liz.MacKenzie@ontario.ca</p>

solutions numériques qui peuvent aider à éliminer le papier dans vos ministères et qui sont facilement disponibles pour une utilisation à l'échelle de l'organisation.

Les solutions comptent les deux suivantes :

Gestion électronique des réunions Navigateur de classeur

Le Navigateur de classeur est une application de gestion électronique des réunions qui permet d'éliminer les grands classeurs papier que l'on utilise souvent pour appuyer les réunions et leur ordre du jour. À l'aide d'un format de vignette et de bande pour afficher l'ordre du jour, les utilisateurs peuvent également accéder aux documents à l'appui et de faire des commentaires au moyen d'un écran tactile ou d'une interface traditionnelle à l'aide d'une souris.

La croissance dans plusieurs collectivités d'utilisateurs à la FPO a été constante au cours de la dernière année.

Le Groupement ITI pour les organismes centraux a continué le déploiement du Navigateur de classeur 1.5 aux suivants :

- comités du Conseil des ministres
- comités internes de la haute direction de la FPO;
- Comité des ministres nord-américains et des déplacements internationaux.

Le Navigateur de classeur a été adopté pour toutes les réunions et tous les comités du Cabinet. En outre, il a été utilisé par les divers comités de la haute direction et les groupes consultatifs externes pour gérer les réunions et leurs documents connexes pendant la phase de transition du gouvernement. Le Navigateur de classeur a également été adopté comme l'outil normalisé pour les réunions du Conseil des ministres et du Conseil du Trésor par la nouvelle administration. Cela signifie que les réunions du Conseil des ministres et du Conseil du Trésor de l'Ontario sont maintenant entièrement numériques.

L'utilisation de l'outil dans l'ensemble de la collectivité des utilisateurs comprend :

- plus de 30 comités;
- plus de 2 000 utilisateurs;
- plus de 600 classeurs ont été créés par voie électronique, économisant ainsi de nombreuses heures d'impression et d'assemblage ainsi que des milliers d'arbres.

	<p>L'équipe a démontré le Navigateur de classeur au gouvernement de la Saskatchewan et au Bureau numérique du gouvernement fédéral avec des discussions sur le partage de l'accès à l'application.</p> <p>eApprovals (Approbations électroniques) eApprovals est un outil de flux de travaux d'approbation utilisé pour approuver numériquement des lots de documents, tels que des notes d'information et des rapports.</p> <p>Ce système remplace le processus traditionnel d'impression, de signature, de numérisation, d'envoi de courrier électronique et de répétition par une application facile à utiliser basée sur un navigateur (plus d'impression) qui peut prendre en charge tout type de fichier et peut être utilisée en quelques minutes.</p> <p>eApprovals aide à réduire les coûts globaux de la FPO pour les systèmes d'approbation, en utilisant un système d'entreprise commun qui exploite une solution et une infrastructure pour tous les ministères. Ce système permet également de réduire la quantité totale de papier nécessaire dans la FPO.</p> <p>L'application a été lancée récemment et est maintenant disponible aux fins d'utilisation à l'échelle de l'organisation. Les réactions des premiers utilisateurs ont été très positives.</p>	
	<p>Prise de décisions numérique ONTrack pour le Bureau du Conseil des ministres Le projet ONTrack modernise les processus de prise de décisions de bout en bout au Bureau du Conseil des ministres, qui avant septembre 2017, a été mené avec plusieurs systèmes déconnectés et des processus manuels qui ont été mis en œuvre au fil du temps en vase clos, sans égard pour le partage de l'information ou l'évolution des besoins des utilisateurs.</p> <p>Il y a quatre composantes dans cette application qui ont été lancées au cours de la dernière année :</p> <p>Suivi des engagements</p>	<p>Liz MacKenzie Dirigeante principale de l'information GOC 416-327-1476 Liz.MacKenzie@ontario.ca</p>

Ce module consigne les engagements de plateforme afin qu'ils puissent se traduire en des activités clés pour établir la base des engagements publics du gouvernement (p. ex., lettres de mandat, discours du Trône), ainsi que la feuille de route interne des politiques et de la mise en œuvre (c'est-à-dire, plan d'action pluriannuel).

Activités clés et risques

Ce module permet au Bureau du Conseil des ministres de traduire les engagements en activités clés et en risques pour aider le gouvernement à faire le suivi et à s'acquitter de son mandat. Les commentaires réguliers des ministères sur les jalons de mise en œuvre et des risques connexes, en plus de la transparence et de l'établissement de rapports continus, se poursuivront.

Les améliorations comme le suivi des résultats des activités clés, les liens aux mesures de rendement du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), les processus solides d'assurance de la qualité et les options pour les rapports d'étape publics seront étudiées.

Gestion des réunions

Le module de gestion des réunions vise à fournir une solution logicielle unique pour le Bureau du Conseil du Trésor afin de faciliter, d'appuyer et de simplifier la gestion et les processus administratifs liés aux réunions du Conseil du Trésor et du Conseil de gestion du gouvernement (CT/CGG).

Une solution de gestion des réunions est une solution réutilisable pour permettre à d'autres organismes de la FPO de tirer parti de cette fonctionnalité à l'avenir et peut comprendre la planification des programmes stratégiques à court et à long terme associée avec le Conseil des ministres et les comités du Conseil des ministres, ainsi que la collecte et la conservation des copies électroniques des documents définitifs liés à chaque réunion.

Gestion des présentations

Les ministères utilisent ce module gérer les articles qui vont au Conseil des ministres et au CT/CGG, de la création, aux approbations du ministère, à la gestion et la mise œuvre des décisions des organismes centraux.

<p><u>Groupement ITI pour les services à la collectivité (GSC)</u></p>	<p>Moderniser la garde d'enfants</p> <p>Le Système de gestion des permis des services de garde (SGPSG) a été conçu et exécuté avec succès pour appuyer la réduction du traitement manuel et l'exécution en temps réel d'un mécanisme électronique en ligne pour consigner les plaintes concernant les programmes sous licence. Cette solution permet au personnel du Ministère de consigner et de gérer les plaintes du public de façon cohérente et centralisée tout en assurant l'exactitude des données. De plus, la base de données provinciale appuie la réponse en temps opportun à des plaintes et permet des analyses de données pour dégager les tendances et la fourniture de rapports au niveau provincial.</p> <p>En mars, juillet et octobre 2018, de nouvelles versions ont lancé avec succès pour prendre en charge de nouvelles fonctions et des améliorations. L'amélioration clé du lancement de mars consistait à permettre au personnel du Ministère de mener des inspections de façon proactive et de suivre les changements de façon continue pour éviter les retards liés au renouvellement des permis. Ce lancement comprend également de nouvelles questions de sondage, une liste de vérification d'inspection à jour, et l'introduction d'outils et de ressources pour les communications et les directives. Le lancement de juillet comprenait la mise en œuvre d'une composante indissociable de fiabilité pour permettre à deux employés du Ministère de mener des inspections pour le même centre et comparer les résultats pour appuyer l'uniformité accrue des inspections. Ce lancement a également introduit la fonction permettant aux titulaires de permis de répondre à toutes les non-conformités en ligne, de télécharger la vérification de casier judiciaire et d'accéder à des rapports d'inspection en temps réel. La version d'octobre a mis en place des modifications des fonctionnalités actuelles qui aideront le personnel chargé de la gestion des permis à mieux gérer les suivis de non-conformité. L'amélioration a également mis en œuvre la vérification des antécédents judiciaires afin d'inclure l'affichage de la Vérification des antécédents judiciaires des demandeurs ou titulaires de permis. Des améliorations ont également été apportées à la liste de vérification d'inspection.</p> <p>La [Solution d'analyse pour la petite enfance (SAPE)] est une solution de renseignements d'entreprise et d'établissement de rapports conçue pour intégrer les données provenant des nombreuses solutions opérationnelles en matière d'ITI pour appuyer une prise de décisions fondée sur des données probantes. La SAPE fournit une solution souple sur le Web qui crée et distribue des rapports</p>	<p>Soussan Tabari Dirigeante principale de l'information, GSC 416-326-8216 Soussan.Tabari@Ontario.ca</p>
---	---	--

normalisés pour aider le personnel du Ministère à gérer la répartition de la charge de travail dans sept régions. La SAPE comprend 30 rapports normalisés et trois tableaux de bord ainsi qu'une fonction libre-service d'établissement de rapports ponctuels qui permet au personnel du Ministère de faire le suivi des renseignements de permis de garde d'enfants et de cerner les tendances et les enjeux dans plusieurs régions au fil du temps.

Au cours des derniers mois, de nombreuses améliorations ont été apportées à la SAPE afin de prendre en compte les nouvelles fonctions et modifications du système source du SGPSG, ainsi que la nouvelle fonctionnalité d'établissement de rapports conçue pour faciliter la réalisation et la surveillance des initiatives du ministère axées sur le portefeuille de la petite enfance. Ces améliorations ont toutes pour objectif de fournir un processus souple et rationalisé qui répond efficacement aux besoins en matière de rapports, réduit les efforts manuels autant que possible et garantit la qualité des données. À l'avenir, le projet commencera à mettre en œuvre les méthodologies Lean Six Sigma pour appliquer les meilleures pratiques et affiner davantage le développement et la fourniture de nouvelles fonctionnalités, y compris un sondage actualisé sur les services de garde prévu au printemps 2019 ainsi qu'un rapport actualisé sur le profil municipal prévu à l'automne 2019.

Une nouvelle collection (Expériences sur la petite enfance) a été ajoutée au Système d'information scolaire de l'Ontario pour recueillir des renseignements exhaustifs et rétrospectifs au sujet de la participation d'un enfant dans les programmes de la petite enfance. Les données seraient demandées au moment de l'inscription de l'enfant à la garderie et permettraient de mieux comprendre comment les familles accèdent aux programmes, et d'améliorer l'élaboration des politiques et l'exécution des programmes.

ON y va est une application de collecte de données pour consigner l'emplacement et les coordonnées à jour des centres pour l'enfant et la famille partout en Ontario. Ces données permettent d'afficher une carte publique dans le site Web Ontario.ca, et de rendre compte au gouvernement fédéral sur la situation des centres ON y va en Ontario (les rapports comprennent, des programmes autochtones et francophones, des heures d'ouverture, etc.).

	<p>En 2018, les emplacements et les coordonnées ont été recueillis pour plus de 1000 emplacements de centre ON y va et ont permis de remplir une carte publique dans le site Web Ontario.ca afin d’offrir aux parents une vue à jour de tous les programmes ON y va, leur emplacement et leurs heures d’ouverture dans l’ensemble de l’Ontario.</p> <p>Le Système d’administration des données d’investigation (SADI) a été mis au point pour faciliter le suivi et la surveillance des enquêtes sur les services de garde d’enfants pour appuyer l’application des dispositions liées à la garde des enfants, comme mandaté par la Loi sur la garde d’enfants et la petite enfance. À l’aide du Cadre d’application et de modernisation des services de garde d’enfants déjà mis en place, et de la technologie de la plateforme de gestion de cas (Siebel), le système a été conçu et lancé en novembre 2015 pour commencer la saisie des cas d’établissements de garde d’enfant non réglementés et faciliter les processus d’inspection et d’exécution. Le système consigne tout le cycle de vie des enquêtes de garde d’enfants, y compris les plaintes, les premières visites, les enquêtes, les mesures d’exécution, et les poursuites, et comprend une fonctionnalité d’analyse de données.</p> <p>Une application mobile a bien été livrée en mars 2017, accompagnée d’un nouvel environnement d’infrastructure pour appuyer le lancement. La solution mobile permettra aux enquêteurs d’utiliser un appareil mobile tout en menant les enquêtes et les inspections des garderies. Cela réduira les temps de traitement des cas et permettra aux utilisateurs de se connecter au système principal de gestion de cas pour récupérer les détails des cas et utiliser des enregistrements de voix, des images et des vidéos pour appuyer les enquêtes.</p> <p>Les enquêteurs sur le terrain qui mènent leurs enquêtes sur iPad tirent actuellement parti de la solution mobile et sont en mesure de ramener les temps de traitement à l’objectif de 50 % en réduisant le temps de rédaction du rapport consécutif à la visite d’enquête pour entrer des notes dans le système.</p>	
	<p>Collecte automatisée de données financières et de données sur la dotation auprès des municipalités de l’Ontario</p> <p>La suite de produits de planification Hyperion d’Oracle a été déployée pour automatiser et sécuriser le processus de collecte de données financières et de données sur la dotation de plus de 444 municipalités en Ontario. Autrefois, cette tâche (appelée les rapports d’information financière) était accomplie au moyen de</p>	<p>Soussan Tabari Dirigeante principale de l’information, GSC 416-326-8216 Soussan.Tabari@Ontario.ca</p>

	<p>feuilles de calcul et de courriels, ce qui donnait lieu à une méthode de collecte exigeante en main-d'œuvre, assujettie aux erreurs et non sécurisée qui a été remplacée par une application de planification financière centralisée inspirée de l'approche de transmission électronique des déclarations de l'Agence du revenu du Canada (ARC). Un des principaux objectifs de ce nouveau système entièrement modernisé consiste à permettre l'utilisation interne plus efficace des données recueillies (traitement analytique en ligne) et de faciliter l'échange de données parmi tous les intervenants à l'aide des interfaces connues, par exemple Microsoft Excel. Cela a été mis en œuvre dans toutes les municipalités de l'Ontario et a été lancé en mars 2017.</p>	
<p><u>Services technologiques d'infrastructure (STI)</u></p>	<p>Modernisation des outils de collaboration et de productivité – Microsoft Office 365</p> <p>Office 365 est un service d'informatique en nuage fourni de façon sécuritaire aux centres de données de Microsoft à Toronto et à Québec. Il remplace plusieurs produits Microsoft individuels actuellement fournis ou hébergés à l'interne par la FPO, y compris le courriel d'entreprise, les outils de bureau de Microsoft Office (Word, Excel, PowerPoint), les partages de fichiers de groupe de travail et à domicile (stockage électronique de documents centralisé sur réseau) et la messagerie instantanée Lync. En outre, Microsoft 365 offre davantage d'outils de productivité et de collaboration disponibles via le portail Web Microsoft Office 365. Les fonctions améliorées d'Office 365 mettront ces outils à jour et fourniront aux employés de nouvelles façons d'interagir, de collaborer et d'échanger des renseignements.</p> <p>Une migration des utilisateurs précoces incluant des employés de la TI sélectionnés a commencé à l'automne de 2017 et 2 300 migrations ont été effectuées jusqu'en mai 2018. Les migrations d'un groupe élargi d'utilisateurs précoces se sont terminées en septembre 2018 et la migration de 8 000 employés supplémentaires vers Office 365 a été effectuée. Les migrations à l'échelle de la FPO ont commencé à l'automne 2018 et plus de 25 000 utilisateurs de la FPO ont migré à ce jour et on prévoit l'achèvement de toutes les migrations d'ici décembre 2019.</p> <p>Il est prévu que la migration complète vers Microsoft Office 365 permettra finalement la FPO d'utiliser les dernières mises à jour et améliorations technologiques et d'y accéder à leur lancement par Microsoft. Afin d'assurer une transition en douceur à Office 365 et d'offrir une expérience améliorée à</p>	<p>Rick Provenzano, dirigeant principal de l'information d'entreprise, Services technologiques d'infrastructure 905-441-4438 Rick.Provenzano@ontario.ca</p>

	<p>l'utilisateur final et à l'employé avec les produits de Microsoft Office, un programme de gestion du changement composé d'experts en gestion du changement et en adoption de l'informatique par l'utilisateur final est requis. En attendant les approbations, cela sera accompli en intégrant un fournisseur possédant une expertise du secteur de l'adoption et de la gestion du changement au moyen d'un appel d'offres ou en utilisant les ressources internes avec une portée réduite pour miser sur la sensibilisation, la formation et les communications avant et après la migration. Un certain nombre d'initiatives de soutien et de sensibilisation à la migration ont été mises en œuvre, notamment des webinaires interactifs hebdomadaires pour préparer les utilisateurs à la migration et à l'utilisation d'Office 365. Plus de 30 séances ont eu lieu à ce jour et plus de 3 000 employés de la FPO y ont participé. Elles ont été très bien reçues d'après les commentaires reçus. En outre, le programme du champion du changement d'Office 365 a été lancé et plus de 200 ressources de la FPO ont été mobilisées pour favoriser l'adoption d'O365 dans la FPO. Des plans et produits de communication pour toutes les vagues de migration du ministère ont été mis au point pour renforcer la sensibilisation des groupes ou ministères avant la migration. Des modules de formation post-migration « Voir, Faire, Apprendre » axés sur des thèmes d'entreprise courants sont en cours de réalisation en partenariat avec Microsoft.</p> <p>Une série de groupes de discussion est en cours, en collaboration avec la Division de l'Information, de la protection de la vie privée et des archives (IPVPA), les responsables de la gestion de l'information de groupe ou de ministère et la TI dans le but d'évaluer, de guider et d'appuyer les répercussions sur l'information de O365. Les groupes de discussion initiaux sont en train d'examiner les paramètres de O365 dans le contexte de la politique et des pratiques de gestion de l'information existantes afin d'appuyer l'activation réussie du service de l'application Microsoft Teams en tant qu'outil de collaboration et de productivité d'entreprise prévue pour février 2019.</p>	
	<p>Restructuration du Bureau de service et du Bureau de commande</p> <p>Pendant plus de 10 ans, le service de « panier » du Bureau de commande de services en ligne (BCSL) de la FPO a été un moyen efficace pour les employés de la FPO d'acquérir des produits et des services d'infrastructure et de la TI organisationnelle. Le BCSL est un service numérique interne de la FPO utilisé par plus de 60 000 utilisateurs avec environ 250 000 commandes traitées par an.</p>	<p>Rick Provenzano, dirigeant principal de l'information d'entreprise, Services technologiques d'infrastructure 905-441-4438</p>

	<p>La FPO a conclu un partenariat avec l'Ontario College of Art and Design (OCAD) pour restructurer le BCSL. Cela comprenait une nouvelle image de marque du système, maintenant appelé ONRequest. Le partenariat avec l'OCAD a porté sur une approche de conception axée sur les utilisateurs afin de créer une solution numérique simple, moderne et souple pour le personnel de la FPO.</p> <p>Le projet a été lancé en juin 2018, adoptant une approche itérative à la mise en œuvre. En janvier 2019, 26 % des produits et services informatiques avaient migré vers le service numérique ONRequest. Les réactions du personnel de la FPO ont été extrêmement positives : les utilisateurs ont signalé une navigation plus simple et plus intuitive dans le nouveau système et une amélioration globale de l'expérience des utilisateurs finaux avec ONRequest. Les produits et services restants seront intégrés au cours des mois restants du présent exercice.</p>	Rick. Provenzano@ontario.ca
<p>2. Priorités : Décrivez brièvement ce que votre organisation considère comme principale priorité/initiative sur la GI/TI au cours des 12 à 36 prochains mois.</p> <p><i>Le CDPISP s'intéresse particulièrement aux renseignements des administrations dans les domaines suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Gouvernement numérique • Cybersécurité • Gestion des talents 		
<u>Groupement ITI pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse (GSSEJ)</u>	Gouvernement numérique Moderniser la prestation des services grâce à la numérisation des processus manuels et à la mise à niveau des systèmes ITI existants afin de répondre aux attentes des citoyens et de fournir des services plus efficacement.	Dafna Carr Dirigeante principale de l'information GSSEJ dafna.carr@ontario.ca
<u>Groupement ITI pour les terres et les ressources (GITR)</u>	Registre environnemental et Outil de consultation publique (MEPP) Les ministères de la fonction publique de l'Ontario (FPO) affichent des avis publics pour toute proposition, décision ou question liée aux répercussions environnementales possibles. Le Registre environnemental du MEPP permet d'afficher ces avis en ligne et fournit aux Ontariens un moyen de participer aux décisions. Les Services numériques de l'Ontario (SNO) ont choisi ce projet comme l'une de leurs priorités numériques. Le projet remplacera le système périmé existant par une plateforme moderne, interactive et conviviale de mobilisation du public. Résultats escomptés :	John DiMarco Dirigeant principal de l'information GITR 416-326-6954 John.DiMarco@ontario.ca

	<ul style="list-style-type: none"> • Travaux en cours pour ajouter des avis pour les instruments dans le site bêta (p. ex., permis, approbations et commandes), et l'accès aux renseignements historiques sera disponible dans le site bêta, suivi du lancement dans Alpha et du lancement. • Mobilisation améliorée du public pour la prise de décisions environnementales éclairées dans l'ensemble de la FPO. 	
	<p>Service de réservation et d'enregistrement de Parcs Ontario (SREP) Le Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs (MEPNP) gère 329 parcs de l'Ontario en assurant des activités de protection, de conservation, d'éducation et de loisirs, notamment : le camping, la randonnée, le canot, la natation, le ski, la raquette et l'observation de la nature. Le Ministère s'est associé au Groupement ITI pour les terres et les ressources pour remplacer le système de réservation et d'enregistrement existant par un service numérique en ligne moderne et des outils de veille stratégique et de gestion des revenus du ministère.</p> <p>Résultats escomptés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un accès public plus rapide et plus facile aux informations, inscriptions et réservations de Parcs Ontario. • Un accès en ligne aux services et à l'information 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. • Rationaliser l'expérience publique dans les parcs (enregistrement, permis, fournisseur). • Cerner les opportunités d'amélioration des services et fonctionnalités numériques de Parcs Ontario. • Une amélioration des données et renseignement d'entreprise du Ministère. 	<p>John DiMarco Dirigeant principal de l'information GITR 416-326-6954 John.DiMarco@ontario.ca</p>
<p><u>Division de l'Information, de la protection de la vie privée et des archives (IPVPA)</u></p> <p>Dans le cadre de sa stratégie de transformation du</p>	<p>Réforme législative proposée Renforcer la confiance du public grâce à une modernisation « numérique d'abord » de la législation en matière de conservation, d'accès et de confidentialité des documents. En partenariat avec les Services numériques de l'Ontario, une réforme complète de la législation et du cadre de l'information de l'Ontario est envisagée.</p> <p><i>Initiative d'intégration des données</i> – Modifications ciblées proposées à la législation ontarienne relative à l'accès et à la protection des renseignements</p>	<p>John Roberts Directeur général de la protection de la vie privée et archiviste de l'Ontario IPVPA john.roberts@ontario.ca</p>

secteur public en matière de conservation, d'accès et de protection des documents – une approche stratégique visant à combiner la gestion de documents, l'accès et la confidentialité en une fonction unique et cohérente offrant plus de valeur au gouvernement de l'Ontario – les priorités suivantes ont été définies :	personnels afin de favoriser le partage de données à des fins de recherche et d'analyse de politiques dans le respect de la vie privée.	
	Examen programmatique interne <i>Examen du programme de gestion de la confidentialité</i> – Élaborer un cadre de programme solide pour la gestion de la confidentialité, qui aidera les ministères à organiser de manière optimale la gestion de la confidentialité et à l'appliquer de manière constante.	John Roberts Directeur général de la protection de la vie privée et archiviste de l'Ontario IPVPA john.roberts@ontario.ca
	Nouvelles politiques, méthodes et processus d'information pour le numérique <i>Évaluation pour la tenue de documents</i> – Élaborer un cadre de tenue de documents élaboré en Ontario basé sur le concept d'évaluation qui repositionne la tenue de documents en tant que processus proactif à dessein, mettant l'accent sur les techniques de détermination des exigences pour la création et la gestion de documents <i>Modernisation de l'établissement des calendriers de conservation</i> – Rendre la planification de la conservation plus efficace, rendre des outils de gouvernance et de transparence des informations et une planification de la conservation plus facile à réaliser. <i>Intégration de la conservation des documents dans la TI</i> – Veiller à ce que les exigences, les considérations et les solutions en matière de conservation des documents soient intégrées à la conception des systèmes de la TI et aux processus de la TI du gouvernement (p. ex., l'architecture intégrée). <i>Modernisation de la gestion du courrier électronique</i> – Élaboration d'une approche de la gestion des comptes de courriel pour la FPO basée sur les rôles, basée sur le modèle Capstone développé par la NARA (National Archives and Records Administration) des États-Unis. • Classer les rôles dans la fonction publique et conserver ou éliminer des comptes de courriel entiers en fonction de leur importance.	John Roberts Directeur général de la protection de la vie privée et archiviste de l'Ontario IPVPA john.roberts@ontario.ca
<u>Groupement ITI pour les services de santé (GSS)</u>	Refonte du Régime d'assurance-maladie de l'Ontario plus (RAMO+) : Assurance-médicaments pour les enfants et les jeunes	Karen McKibbin Sous-ministre adjointe et directrice principale, GSS 647-618-0597

	<p>Le 1^{er} janvier 2018, RAMO+ a été mis en place pour fournir des médicaments financés par des fonds publics aux enfants et aux jeunes de l'Ontario âgés de 24 ans et moins.</p> <p>Le 30 juin 2018, le ministre du MSSLD a annoncé que le programme du RAMO+ serait modifié pour concentrer le RAMO+ sur les enfants et les jeunes qui n'ont pas de régime existant de prestations de médicament d'ordonnance. Les modifications proposées à la Loi sur le régime de médicaments de l'Ontario(RMO) ont été affichées le 2 janvier 2019.</p> <p>Les modifications apportées à la solution d'ITI du ministère ainsi que celles apportées par d'autres partenaires du système de santé dans la chaîne de services de bout en bout pour le programme de médicaments de l'Ontario seront achevées et testées avant leur entrée en vigueur en mars 2019.</p>	Karen.McKibbin@ontario.ca
	<p>Échange d'information numérique sous autorisation spéciale (EINAS)</p> <p>Le projet d'EINAS permettra d'améliorer le Programme d'accès exceptionnel (PAE) du Programme public de médicaments de l'Ontario en donnant aux personnes l'accès à des médicaments vitaux plus rapidement avec des améliorations aux suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'expérience des patients : accélérer le délai pour recevoir une décision du PAE; • l'expérience des prescripteurs : réduire le fardeau administratif pour que les prescripteurs puissent se concentrer sur la prestation de soins directs aux patients; • l'exécution du programme <ul style="list-style-type: none"> ○ réduire les efforts nécessaires pour gérer le Programme au nom des patients; ○ gérer des règles administratives complexes puisque les médicaments du PAE sont chers et les critères de financement sont complexes; ○ gérer les volumes croissants en raison des changements apportés au programme et le vieillissement de la population. <p>La portée de cette initiative comprendra un service en ligne pour les médecins, y compris une décision en temps réel sur de nombreux médicaments, des analyses</p>	<p>Karen McKibbin Sous-ministre adjointe et directrice principale, GSS 647-618-0597 Karen.McKibbin@ontario.ca</p>

	<p>de données améliorées sur la gestion du Programme, l'amélioration de l'établissement de rapports et de l'automatisation pour les services administratifs. Un prototype a été mis à la disposition de certains fournisseurs de soins de santé en décembre 2018 pour recueillir les commentaires des cliniciens.</p>	
	<p>Aider les aînés et les personnes âgées Le MSSLD travaille pour améliorer les soins de santé et « de mettre fin à l'accueil des patients dans les couloirs ». Puisque la population des aînés de l'Ontario continue d'augmenter, il est essentiel que le nombre de lits de soins à long terme tienne compte de cette croissance. Les aînés et les personnes âgées devraient recevoir des soins de haute qualité dans un environnement approprié et pas dans les couloirs des hôpitaux.</p> <p>Cette initiative de technologie connexe nécessitera le soutien analytique du GSS pour favoriser des moyens novateurs d'élargir l'accès aux lits de soins de longue durée. De même le GSS continuera d'appuyer les applications de la TI utilisées par les exploitants de FSLD, comme le Programme de réduction des tarifs (Programme d'aide financière pour les résidents de FSLD à faible revenu) et la technologie mobile utilisée par les inspecteurs de FSLD afin de veiller à ce que tous les FSLD respectent les lois de l'Ontario.</p>	<p>Karen McKibbin Sous-ministre adjointe et directrice principale, GSS 647-618-0597 Karen.McKibbin@ontario.ca</p>
<p><u>Groupement ITI du travail et des transports (GTT)</u></p>	<p>Modernisation de la sécurité des usagers de la route Le ministère des Transports (MTO) sert 10,2 millions de conducteurs, supervise l'immatriculation de 12,9 millions de véhicules et assure le transport sécuritaire des marchandises sur les routes de l'Ontario livrées par 58 000 entreprises de transport par autobus et camion.</p> <p>Le Programme de transformation des opérations de sécurité des usagers de la route est une stratégie pluriannuelle en plusieurs étapes visant à transformer la façon dont le ministère des Transports et ses ministères partenaires offrent des services à la population ontarienne.</p> <p>Étape 1 – Terminée en 2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 20 options de libre-service pour les entreprises de camions et d'autobus sont disponibles et servent déjà plus de 32 000 entreprises clientes; le temps de service pour le traitement des nouvelles applications a été réduit de 70 %, ce qui a permis au secteur d'économiser 8 millions de dollars par an. 	<p>Wynnann Rose Dirigeante principale de l'information GTT 905-704-2167 Wynnann.Rose@ontario.ca</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Favorise le libre-échange et la mobilité des marchandises entre le Canada et les États-Unis. • Introduction d'une nouvelle plateforme robuste pour les permis de conduire et l'enregistrement qui permettra toute modernisation future. <p>Étape 2 (2018-2021) – 4 initiatives distinctes (fondement du service à la clientèle moderne) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Modernisation du programme d'examens médicaux des conducteurs : accès 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, aux détails du cas; 30 % des cas seront automatisés pour un traitement immédiat; résolution plus rapide de tous les cas. • Tirer parti des nombreuses données du ministère pour permettre une meilleure prise de décision et créer des produits pour le public générant de nouvelles sources de revenus. • Permettre aux Ontariens d'obtenir des services gouvernementaux en ligne et de retirer les microfilms coûteux. • Réduire le double emploi en utilisant un système financier existant de la FPO pour gérer plus de 1,9 milliard de dollars en revenus non fiscaux. <p>Étape 3 (de 2021 à 2025) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accès en ligne 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 à tous les services du conducteur et du véhicule au moyen d'un système informatique et des processus d'affaires LEAN modernes (p. ex., licences pour les instructeurs, tests de connaissances en ligne, immatriculations et transferts de véhicules, vérifications améliorées et mesures de prévention de la fraude) • Utiliser pleinement l'approche « un client, un dossier ». • Introduction du permis de conduire mobile <p>Mise hors service et retrait d'un ancien système hérité, coûteux et à risque.</p> <p>Gestion de cas des employeurs Les modifications apportées à la Loi sur les normes d'emploi de l'Ontario à la suite de l'examen des milieux de travail en évolution ont mis en évidence le besoin de systèmes informatiques qui seront nécessaires pour transformer la prestation du programme de normes d'emploi et appuyer plus efficacement les employeurs et les employés. Le Ministère propose de moderniser et de transformer la façon dont il offre ses services de marque aux citoyens de l'Ontario. La solution proposée introduira des services numériques au moyen d'une solution en nuage et mobile. La solution a les objectifs suivants :</p>	<p>Wynnann Rose Dirigeante principale de l'information GTT 905-704-2167 Wynnann.Rose@ontario.ca</p>
--	--	---

	<ul style="list-style-type: none"> • Établir une vue à 360 degrés de toutes les interactions et données associées à un employeur. • Permettre aux demandeurs et aux employeurs d'interagir et de fournir des informations par voie électronique plutôt que de devoir remplir et remettre des documents sur papier. • Autoriser les employeurs, les demandeurs et le personnel à utiliser n'importe quel appareil (téléphone intelligent, tablette et ordinateur portable) pour se connecter au nouveau système et faciliter l'échange d'informations avec le Ministère. <p>Améliorer la qualité des données et la capacité de répondre aux demandes ponctuelles de données.</p>	
<u>Services technologiques pour la justice (STJ)</u>	<p>Service de gestion des preuves numériques</p> <p>Le secteur de la justice a un besoin urgent de mettre en place un service de gestion des preuves numériques (GPN) pour faciliter l'accès électronique, le stockage, la visualisation, la diffusion en continu, l'édition et le partage de gros fichiers de preuve audio et vidéo.</p> <p>Dans R. c. Jordan, 2016 CSC 27, la décision de la Cour suprême du Canada a établi un nouveau cadre redéfinissant le droit d'être jugé dans un « délai raisonnable ». Les pratiques actuelles en matière de formats de fichiers sur CD, DVD ou USB ne sont ni pratiques ni efficaces en termes de temps et de ressources, ce qui entraîne une perte de temps critique lors de l'échange d'informations. De plus, l'utilisation de preuves vidéo et multimédia augmente de manière exponentielle, nécessitant à la fois une capacité de stockage et la capacité de contrôler la chaîne de conservation des fichiers.</p> <p>Le projet vise à fournir un logiciel comme service (SaaS) pour la gestion des preuves et des informations numériques de manière sécurisée, permettant de faire le suivi de la chaîne de responsabilité des fichiers. Cela permettra d'accéder aux preuves et aux informations à tout moment et n'importe où; ce qui est essentiel étant donné la nature mobile des services de police et les nombreux bureaux régionaux disparates de la Couronne et des tribunaux partout en Ontario.</p> <p>Il s'agit d'une initiative du secteur de la justice regroupant des intervenants clés tels que la PPO, les services correctionnels du MSCSC, les procureurs et tribunaux du MPG.</p>	<p>Robin Thompson Dirigeante principale de l'information STJ 416-326-6950 Robin.M.Thompson@ontario.ca</p>

<p><u>Division d'intégration des services numériques d'entreprise (DISNE)</u></p>	<p>Gestion de l'identité – Identité numérique</p> <p>Partenariat de projet</p> <ul style="list-style-type: none"> • La direction du projet d'IN a collaboré avec plusieurs partenaires du ministère de l'Ontario pour des possibilités de collaboration dans lesquelles l'identité numérique peut transformer la prestation de services (y compris les services et avantages sociaux et la santé). • Confirmer une opportunité de validation de principe ou de projet-pilote avec l'un de ces partenaires pour démontrer les avantages d'une solution ou approche d'IN est une priorité clé pour l'équipe. <p>Cadre pancanadien de la fiabilité de l'identité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Cadre pancanadien de la fiabilité de l'identité (CPFI) qui éclairera le cadre politique et législatif de l'Ontario en matière d'identité numérique. 	<p>Robert Devries Sous-ministre adjoint DISNE Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs 416-668-5727 Robert.Devries@ontario.ca</p>
<p><u>Groupement ITI pour les organismes centraux (GOC)</u></p>	<p>Programme d'intégrité des ventes (PIV) L'économie clandestine (EC) fait référence à une activité économique qui évite intentionnellement des taxes qui reviendraient normalement au gouvernement ou à des organismes publics. La valeur totale de l'EC en Ontario était estimée à 16,7 milliards de dollars, soit la plus élevée du Canada, puisque c'est la province avec la plus grande économie.</p> <p>La suppression des ventes est une activité de l'EC qui fait référence à la pratique délibérée et illégale de sous-déclarer les ventes, principalement pour éviter le paiement de taxes. La tactique de suppression des ventes la plus efficace est la suppression électronique des ventes (SEV). Bien que le montant exact de la SEV en Ontario soit inconnu, on estime que la province pourrait perdre jusqu'à 530 millions de dollars par an en raison de ces activités.</p> <p>La province étant engagée à résoudre ce problème, la Loi sur l'intégrité des revenus a été adoptée et a reçu la sanction royale en mai 2018, établissant ainsi le cadre permettant de lutter contre la suppression électronique des ventes. La Loi prévoit ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les entreprises prescrites enregistrent les transactions de vente en utilisant une caisse enregistreuse électronique qui répond aux exigences du ministère; 	<p>Liz MacKenzie Dirigeante principale de l'information GOC 416-327-1476 Liz.MacKenzie@ontario.ca</p>

	<ul style="list-style-type: none"> elles déclarent les transactions de vente au ministre des Finances selon la méthode et le calendrier prescrits. <p>Le gouvernement continue de travailler sur les éléments de conception de programme, les approches technologiques et les exigences législatives de cette importante initiative.</p>	
<u>Groupe ITI pour les services à la collectivité (GSC)</u>	<p>Augmenter l'accès à l'éducation à l'aide d'une connectivité à large bande</p> <p>Le programme pluriannuel de modernisation de la connectivité à large bande a pour objectif de fournir un niveau de connectivité à large bande haut débit rapide, fiable et sécurisé à tous les élèves et les enseignants de l'Ontario – y compris ceux dans les régions rurales, éloignées et du Nord.</p> <p>La vitesse cible pour l'année scolaire 2018-2019 est de 1 mégabit par seconde par élève (1 Mbps/élève), étant donné la nécessité d'extensibilité pour aborder la croissance en hausse prévue dans l'utilisation d'Internet à l'avenir. Cela signifie que les réseaux des conseils scolaires pourront s'adapter aux futurs besoins de bande passante des progrès technologiques dans le milieu d'apprentissage.</p> <p>Il s'agit de la vitesse cible notée dans le rapport « Manifesto for 21st Century Learning » de la Ontario Association of School Business Officials (OASBO) en 2013, et l'objectif de 2017-2018 fixé par la State Education Technology Directors Association (SETDA) aux États-Unis, comme suffisante pour un environnement d'apprentissage élémentaire et secondaire (de la maternelle à la 12e année). Une analyse plus poussée a confirmé qu'il s'agit d'une cible appropriée en fonction des délais de téléchargement des travaux de cours moyens. Selon les renseignements recueillis par les conseils au printemps de 2016, les données ont indiqué que la majorité des conseils fonctionnaient en dessous de ce seuil.</p> <p>Ce Programme est mis en œuvre en étroite collaboration entre le Ministère et les conseils scolaires. L'objectif initial était de commencer modestement par une mise à niveau dans un nombre limité d'écoles représentant des conseils scolaires anglophones, francophones, publiques et catholiques de toutes les régions de la province afin de créer des enseignements pouvant être appliqués à de futurs travaux. Ces enseignements ont éclairé la stratégie et l'approche du déploiement complet qui a débuté en août 2017.</p>	<p>Soussan Tabari Directrice de l'information, Groupe des services à la collectivité 416-326-8216 Soussan.Tabari@Ontario.ca</p>

	<p>Au 2 janvier 2019, 13 conseils scolaires et plus de 1 000 écoles avaient achevé leurs travaux de modernisation, touchant plus de 425 000 élèves, dont 368 écoles rurales et 124 écoles du Nord. Trente-huit (38) autres conseils scolaires sont dans la phase de mise en œuvre, ce qui signifie qu'ils ont terminé la phase de conception, et des activités subséquentes d'approvisionnement et de déploiement sont en cours pour mettre en œuvre la conception à jour des réseaux à large bande. Ces 38 conseils scolaires incluent plus de 170 000 élèves, 230 écoles rurales et 271 écoles du Nord.</p> <p>Les activités prévues à venir seront éclairées par la mise en œuvre actuelle et miseront sur l'achèvement de la modernisation par les conseils restants ainsi que sur la mise en œuvre d'une meilleure protection cybernétique (cybersécurité et confidentialité) et la manière d'assurer la durabilité au-delà du programme.</p>	
	<p>Transitions des élèves <i>(Numéro d'immatriculation scolaire de l'Ontario)</i></p> <p>Les élèves ont un seul numéro d'identification depuis le niveau élémentaire jusqu'au niveau postsecondaire, soit le numéro d'immatriculation scolaire de l'Ontario (NISO), pour faciliter la compréhension et le suivi des progrès de l'élève dans le système d'éducation.</p> <p>Le GSC a mis au point une solution sécurisée qui lie non seulement les données à l'aide du NISO, mais aussi d'autres identificateurs uniques. Grâce à la possibilité de lier des jeux de données au NISO et à d'autres identificateurs, les ministères ont maintenant un éventail plus large de données à explorer, y compris les données sur les services de garde d'enfants et sur l'emploi, ainsi que l'extension de la synchronisation dans les données du Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) par un alignement avec les données existantes sur les inscriptions dans les collèges et universités. Il sera ainsi possible de suivre les progrès d'un enfant à partir des premiers stades de sa vie et tout au long de son cheminement scolaire ainsi que de son passage à la population active de l'Ontario.</p>	<p>Soussan Tabari Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité 416-326-8216 Soussan.Tabari@Ontario.ca</p>
	<p>Système de billetterie, de réservation et de gestion des ressources (SBRGR) Le Système de billetterie, de réservation et de gestion des ressources (SBRGR) vise à fournir un nouveau système de billetterie, de réservation et de gestion des ressources pour favoriser les attractions de l'Ontario.</p>	<p>Soussan Tabari Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité</p>

	<p>En partenariat avec des partenaires du Ministère, un processus d'approvisionnement concurrentiel ouvert est en cours pour une solution visant à moderniser les admissions et les opérations des principales attractions de l'Ontario. Ce projet a pris de l'ampleur et 8 organismes touristiques et culturels ont participé à l'approvisionnement. La solution fournira un système de base commun qui pourra être exploité par de multiples organismes, et qui maximisera l'efficacité opérationnelle et aidera à dégager de meilleures économies d'échelle.</p>	<p>416-326-8216 Soussan.Tabari@Ontario.ca</p>
	<p>Modernisation du signalement des incidents graves/ délivrance de permis d'établissement</p> <p>En 2015, un Comité consultatif pour les services en établissement a mené un examen des services en établissement pour les enfants et les jeunes dans tous les secteurs (c.-à-d. justice pour les jeunes, bien-être de l'enfance, santé mentale et besoins complexes et spéciaux). L'examen a porté sur les besoins des enfants et des jeunes en milieu d'établissement, en mettant l'accent sur les approches des traitements, programmes et services efficaces ainsi que sur les méthodes de placement, de soins et de traitement en milieux d'établissements. En 2016, le Comité a remis son rapport final avec ses recommandations : « Parce que ce sont les jeunes qui comptent : Rapport du Comité consultatif pour les services en établissement ».</p> <p>Le rapport mis en évidence a établi qu'une solution de la TI modernisée automatiserait, simplifierait et regrouperait les processus de délivrance de permis d'établissement de bout en bout, pour appuyer bon nombre des recommandations énoncées dans le rapport du Comité, telles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La création d'un annuaire Web centralisé et public de tous les fournisseurs de services de la province pour optimiser le placement • Le développement de la capacité de collecter des données dans tout le système de services en milieu d'établissement et de produire des rapports sur le nombre de jeunes pris en charge hors de leur domicile qui appartiennent à des groupes culturels, raciaux, confessionnels ou d'identité sexuelle particuliers • L'intégration des données dans les bases de données existantes • La permission d'utiliser les veilles stratégiques (VS) pour effectuer de solides analyses de comparaison et de tendances afin d'aider à définir des repères et des cibles de rendement 	<p>Soussan Tabari Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité 416-326-8216 Soussan.Tabari@Ontario.ca</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • La contribution à une stratégie proactive pour la promotion des droits, du bien-être et de la participation des jeunes – surtout des jeunes ayant des besoins particuliers ou complexes <p>En raison du solide alignement de la solution proposée sur le système actuel de gestion des permis des services de garde d'enfants, les partenaires du Ministère ont mobilisé le GSC pour l'élaboration de la solution de la TI requise pour donner suite aux recommandations du Comité. Depuis l'approbation du projet, les exigences relatives à la version 1.0 ont été approuvées et le développement est terminé. La version 1.0 devrait être mise en ligne d'ici la fin avril 2019, comme prévu. Le développement des exigences est en cours pour que la version 2.0 soit lancée d'ici la fin de l'été 2019.</p>	
<p><u>Services technologiques d'infrastructure (STI)</u></p>	<p>Modernisation des outils de collaboration et de productivité - Office 365</p> <p>Office 365 est un service d'informatique en nuage fourni de façon sécuritaire aux centres de données de Microsoft à Toronto et à Québec. Il remplace de nombreux produits individuels de Microsoft actuellement offerts ou hébergés à l'interne par la FPO y compris le service de messagerie intégré, les outils de bureau de Microsoft Office (Word, Excel, PowerPoint), les partages de fichiers dans le groupe de travail et à domicile (stockage électronique de réseau centralisé pour les documents) et la messagerie instantanée Lync. Les fonctions améliorées d'Office 365 mettront ces outils à jour et fourniront aux employés de nouvelles façons d'interagir, de collaborer et d'échanger des renseignements.</p> <p>La mise en œuvre de ce nouveau modèle de prestation de services prendra du temps, et l'on prévoit qu'il permettra finalement la FPO d'utiliser les dernières mises à jour et améliorations technologiques et d'y accéder à leur lancement par Microsoft. Afin d'assurer une transition sans heurt vers Office 365 et pour fournir une expérience améliorée de l'utilisateur final ou de l'employé sur les produits de Microsoft Office, un programme de gestion des changements composé d'experts en gestion des changements technologiques, de projet et organisationnels sera mis en place et exécuté. La planification de la migration vers Office 365 est en cours. Un projet-pilote comprenant les utilisateurs opérationnels est prévu à l'automne de 2017 avec la migration à l'échelle de la FPO qui commencera en fin de 2018. L'achèvement de la mise en œuvre est prévu d'ici mars 2020.</p>	<p>Rick Provenzano, dirigeant principal de l'information d'entreprise, Services technologiques d'infrastructure 905-441-4438 Rick.Provenzano@ontario.ca</p>

3. Enjeux et besoins :

Précisez les enjeux que vous aimeriez partager avec le Conseil et le type d'assistance dont vous aurez peut-être besoin de la part du CDPISP.

<u>Division de l'Information, de la protection de la vie privée et des archives (IPVPA)</u>	Déplacement des capacités des praticiens de l'information vers le numérique Dans le cadre de sa transformation, la province de l'Ontario cherche à faire en sorte que les compétences, les comportements et les capacités appropriés soient cernés et intégrés à son effectif de professionnels de l'information afin de faire passer ses capacités au numérique. À cette fin, elle entreprend un programme de travail pluriannuel visant à « re-professionnaliser » les disciplines requises pour favoriser la conservation, l'accès et la confidentialité des documents.	John Roberts Directeur général de la protection de la vie privée et archiviste de l'Ontario IPVPA john.roberts@ontario.ca
<u>Groupe ITI pour les services de santé (GSS)</u> Il y a un besoin croissant d'étudier les possibilités de nouvelles solutions pancanadiennes et d'économies de coûts pour les solutions existantes dans toutes les administrations. Exemple :	Technologie de l'information sur la vaccination On pourrait étudier les innovations comme une mise en œuvre de référence de Panorama avec une configuration nationale normalisée ou une infrastructure commune hébergée par une administration pour réduire les frais généraux et rationaliser l'administration de la technologie intégrée.	Karen McKibbin Sous-ministre adjointe et directrice principale, GSS 647-618-0597 Karen.McKibbin@ontario.ca
	Solutions d'ordonnance électronique L'Ontario surveille les solutions d'ordonnance électronique, y compris le service d'ordonnance électronique d'Inforoute Santé du Canada (PrescribeIT). Le ministère souhaite être indépendant de la solution en ce qui concerne l'ordonnance électronique et ne pas être lié aux produits d'un fournisseur spécifique. L'ordonnance électronique n'est pas actuellement une priorité provinciale dans le domaine de la gestion numérique des médicaments.	Karen McKibbin Sous-ministre adjointe et directrice principale, GSS 647-618-0597 Karen.McKibbin@ontario.ca
	Normes Il y a une nécessité de passer à des normes de messagerie et de terminologie plus uniformes et largement adoptées. Des occasions qui profiteraient des enquêtes, du leadership et du soutien de plusieurs administrations comprennent les suivants : <ul style="list-style-type: none">• Normes communes de messagerie HL7-FHIR.• Adoption et tenue à jour de la terminologie normalisée d'immunisation comme le Répertoire canadien des vaccins (RCV) — une source fiable exhaustive et fondée sur des normes. Adoption et tenue à jour de la terminologie normalisée des médicaments dans le Système d'information sur les médicaments (SIM) de chaque administration et les systèmes d'interface, aux fins cliniques ainsi que d'arbitrage (p. ex., l'Ensemble canadien de données cliniques sur les médicaments [CCDD])	Karen McKibbin Sous-ministre adjointe et directrice principale, GSS 647-618-0597 Karen.McKibbin@ontario.ca

<u>Groupelement ITI pour les services à la collectivité (GSC)</u>	<p>Leadership numérique et entrepreneuriat pour les gouvernements modernes</p> <p>Il serait utile de connaître les expériences dans l'ensemble des administrations quant à créer des gouvernements numériques et modernes en démontrant un leadership numérique de même qu'un intrapreneuriat à tous les niveaux de l'organisation. Ces mesures d'intégration pourraient être les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comment différentes administrations perfectionnent-elles le secteur public pour encourager l'innovation et renforcer la capacité de leadership numérique? • Études de cas réussies pour : <ul style="list-style-type: none"> ○ planification stratégique des opérations et d'ITI efficace et conjointe pour éclairer les nouvelles options politiques; ○ conception conjointe du modèle opérationnel axé sur les utilisateurs entre la TI et les partenaires de politique ou de programme. <p>Apprendre des expériences de toutes les administrations au sujet des projets-pilotes et des validations de principe liés aux nouvelles technologies pour faire avancer le gouvernement numérique comme : l'intelligence artificielle, les chaînes de blocs, les drones et le Gouvernement ouvert.</p>	<p>Soussan Tabari Directrice de l'information, Groupelement des services à la collectivité 416-326-8216 Soussan.Tabari@Ontario.ca</p>
<p>4. <u>Sujets d'intérêt</u> :</p> <p>Veuillez cerner des sujets d'intérêt pour votre administration en prévision des prochaines réunions et téléconférences du CDPISP.</p>		
<u>Groupelement ITI pour les services de santé (GSS)</u>	<p>Réseau à large bande pour la sécurité publique</p> <p>Possibilités numériques de la prochaine génération liées au service 911</p> <p>Innovations continues dans l'identité numérique et la santé pour offrir un meilleur accès à l'information et aux données afin d'aider les personnes à faire les bons choix au sujet de leur santé et à naviguer efficacement dans le système de soins de santé; et suivre le parcours des patients dans l'ensemble des soins au moyen de l'intégration des renseignements sur les patients et de la collaboration entre les fournisseurs de soins.</p>	<p>Karen McKibbin Sous-ministre adjointe et directrice principale, GSS 647-618-0597 Karen.McKibbin@ontario.ca</p>
<u>Division d'intégration des services numériques d'entreprise (DISNE)</u>	<p>Plateforme numérique « Le gouvernement en tant que plateforme »</p> <p>Il serait intéressant de savoir où en sont les différentes juridictions en ce qui concerne le développement d'un éco-système de plateforme numérique.</p>	<p>Robert Devries Sous-ministre adjoint DISNE</p>

	<ul style="list-style-type: none">• Il serait intéressant de connaître les étapes et les obstacles qu'une organisation a dû franchir pour héberger ou construire une solution technologique contenant « des informations protégées ou données de santé protégées de haute sensibilité » dans le nuage.	Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs 416-668-5727 Robert.Devries@ontario.ca
--	--	--